

## « La lutte pour l'hégémonie politique se mène aussi sur le terrain des idées »

*Clémence Guetté sur la vision et la stratégie qui animent LFI aujourd'hui*

À l'approche des élections européennes de juin, la Fondation Rosa Luxemburg mène une série d'entretiens avec des partis de gauche et des candidats de toute l'Union européenne sur la campagne électorale, leurs programmes politiques et les défis auxquels sont confrontées les forces de gauche au niveau national et européen.

Pour la fondation **Nessim Achouche** s'est entretenu avec **Clémence Guetté**, députée du Val de Marne pour la France insoumise (LFI) et co-présidente aux côtés de Jean Luc Mélenchon de l'Institut La Boétie, laboratoire d'idées associé à LFI. Avec au centre de cette discussion, la stratégie développée par LFI ainsi que le rôle joué par La Boétie dans la conception et la diffusion de la méthode LFI.

**L'Institut La Boétie fonctionne depuis plus d'un an et a déjà organisé un certain nombre de rencontres et d'événements en France. Que pouvez-vous nous dire sur ce nouvel espace et comment est pensé le lien avec le mouvement politique de La France insoumise ?**

Nous avons lancé l'Institut La Boétie au début de l'année 2023. C'est une nouvelle étape dans la vie de la « galaxie insoumise ». La France insoumise a réalisé 22 % avec la candidature de Jean-Luc Mélenchon lors de l'élection présidentielle en 2022, après avoir déjà dépassé de loin la gauche d'accompagnement du libéralisme en 2017. Puis, nous avons fait élire un groupe de 75 députés à l'Assemblée nationale.

Ces succès ne sont pas des modes électorales, mais le résultat d'un travail de fond, notamment programmatique. Le programme de La France insoumise, « L'Avenir En Commun », est devenu une véritable référence populaire, reconnu très largement pour son sérieux, son détail, mais surtout parce qu'il offre un débouché aux grands défis écologiques et sociaux de notre temps. Ce n'est pas le fruit du hasard. Ce résultat a été obtenu, entre autres choses, par l'implication dans le travail programmatique d'universitaires, d'experts, de chercheurs, d'intellectuels de haut niveau. Après la séquence électorale de 2022, il nous fallait absolument trouver le moyen de prolonger et de pérenniser ce travail commun, ce lien, ce pont jeté entre le monde du militantisme révolutionnaire et celui de la recherche académique.

L'Institut La Boétie incarne cette interface. Pourquoi est-ce important ? Car nous sommes engagés dans une lutte pour l'hégémonie. Cette lutte se mène aussi sur le terrain des idées. Disposer d'un outil qui puisse à la fois donner une autre lecture des événements économiques ou politiques ; produire du savoir utile aux combats sociaux du moment – comme nous l'avons fait pendant le mouvement contre la retraite à 64 ans par exemple ; faire connaître des géants de la pensée critique, comme David Harvey ; animer le débat stratégique au sein de la gauche politique et sociale ; ou encore formuler des contre-récits, fondés sur les apports des sciences sociales, face aux offensives réactionnaires : c'est une tâche absolument indispensable pour une force qui a l'ambition de gouverner son pays.



C'est pourquoi l'Institut La Boétie ne se cache pas d'être politique, et de faire partie de la famille insoumise. Les universitaires qui y travaillent savent qu'ils peuvent y jouir de l'autonomie intellectuelle la plus totale. Mais ils partagent notre objectif politique. Nous rompons aussi avec la mode néolibérale des « think tanks » prétendument séparés de la sphère politique.

Un autre terrain concret de ce cercle vertueux d'apprentissage entre mondes militant et intellectuel est notre école de formation. Nous avons voulu que l'école de formation militante insoumise soit située au sein de l'Institut La Boétie<sup>1</sup>. C'est aussi une façon pour que la théorie et la pratique se nourrissent mutuellement, pour que les militants, et notamment les plus jeunes, soient irrigués par ce qu'il y a de meilleur aujourd'hui dans le champ des sciences sociales.

**Les élections européennes, LFI a recueilli plus de 22 % des suffrages en 2022 avec la candidature de Jean Luc Mélenchon, on est aujourd'hui loin de ce score avec des prévisions autour de 8 % pour la liste emmenée par Manon Aubry.**

**Qu'est-ce qui peut expliquer cette différence et quels sont les thèmes principaux que LFI veut mettre en avant pendant la campagne et ces élections ?**

En réalité, nous aurons aussi des élections municipales en 2026, un an avant la prochaine présidentielle.

Il faut bien comprendre que les élections européennes ont, au moins en France, une particularité : l'abstention y est majoritaire. Il y a là une forme de « cens caché » : ce sont les plus riches, les mieux protégés, les plus âgés qui votent le plus. Le bloc populaire, celui que Jean-Luc Mélenchon a représenté en 2022 est composé des salariés précaires, des habitants des quartiers populaires, des jeunes. Ce sont les catégories les plus abstentionnistes lors des autres élections. Le résultat des élections européennes ne peut donc pas être vu comme équivalent à celui des présidentielles pour analyser le paysage politique français.

Nous avons abordé cette élection européenne avec un objectif phare : mobiliser les catégories les plus éloignées des urnes. C'est un enjeu pour l'élection européenne, mais aussi plus généralement pour la suite. C'est pourquoi nous avons commencé par une campagne méthodique, faite de porte-à-porte et d'agit-prop, pour inscrire le maximum de personnes sur les listes électorales, jusqu'à nous substituer aux pouvoirs publics, puisque le gouvernement a refusé, sans surprise, d'organiser une campagne d'inscription.

La campagne se déroule dans un contexte international dramatique : le génocide à Gaza. Nous sommes la seule force en France à n'avoir jamais cédé à la propagande du gouvernement Netanyahu et à avoir toujours appelé au cessez-le-feu. Dans les quartiers populaires, beaucoup de gens sont révoltés, évidemment par ce qui se passe à Gaza, mais aussi par le « deux poids, deux mesures » qu'ils constatent chaque jour dans le

---

<sup>1</sup> L'école de formation de l'Institut La Boétie propose un cursus renforcé d'un an pour une promotion composée de 70 militants issus de toutes les régions de France. Elles et ils sont sélectionnés sur la base d'un appel à candidatures. Le cursus de cette école de cadres est organisé en deux niveaux, élémentaire et moyen, comprenant chacun cinq week-ends de formation sur cinq mois. Les cours y suivent quatre parcours : trois théoriques, dédiés au matérialisme, à l'ère du peuple et aux enjeux contemporains et à l'humanisme global ; et un dédié aux pratiques militantes insoumises.



discours médiatique et politique dominant en France. Nous avons choisi de nous adresser à eux aussi, qui sont souvent éloignés du vote, pour leur dire : utilisez votre bulletin de vote, le 9 juin, pour donner de la force à ceux qui défendent des sanctions contre le génocidaire et l'embargo sur les exportations d'armes. Nous proposons ainsi un sens politique concret, une utilité directe au vote.

Nous avons fait aussi campagne dans la jeunesse, à travers des tournées de conférences dans les universités, des événements politico-festifs dans les principales villes étudiantes, des créations graphiques spécialement conçues en leur direction. Enfin, nous proposons également aux gens, un an après la contre-réforme des retraites, de prendre leur revanche sociale sur Macron, dans un contexte où les attaques néolibérales contre la sécurité sociale et les services publics continuent de se multiplier.

**Le sujet de la crise climatique et des solutions à y apporter sont au centre des réflexions menées par L'Institut La Boétie notamment au travers du département de planification écologique, une notion qui fait du chemin en dehors des cercles académiques et qui, dans le contexte français, est aujourd'hui identifiée à LFI. Existe-t-il des liens concrets entre le travail mené par l'Institut La Boétie et la création du programme politique, notamment au niveau européen ?**

L'itinéraire du concept de « planification écologique » est très intéressant. Il a été introduit comme mot d'ordre politique dans le débat public il y a une quinzaine d'années par Jean-Luc Mélenchon et d'autres personnalités insoumises, comme Martine Billard. Au départ, le mot faisait figure de repoussoir pour la droite, qui cherchait ainsi à diaboliser la gauche radicale. Mais au fur et à mesure des années, le concept a connu des développements intellectuels, programmatiques et politiques importants. Il a été au cœur de l'intérêt d'universitaires qui sont des compagnons de route de la gauche en France, comme Razmig Keucheyan et Cédric Durand. Nous avons dialogué et coopéré constamment avec ces chercheurs, qui ont activement contribué au travail programmatique en 2022, par exemple. Tant et si bien que le mot « planification écologique » a gagné une crédibilité telle qu'il a été repris par Macron lui-même lors de l'entre-deux-tours en 2022. Évidemment, il en a donné une version totalement vide de tout contenu planificateur. Mais c'est quand même une victoire idéologique intéressante, qui donne de la crédibilité à notre programme.

Le département de planification écologique de l'Institut La Boétie vient matérialiser et poursuivre ce dialogue entre la recherche scientifique, qui sur ce champ est de plus en plus prolixe, et le monde politique. L'objectif est de faire naître un contenu politique de plus en plus concret, viable, complet et argumenté, au projet de planification écologique.

Pour cela, le département en fait un objet de dialogue intellectuel avec les penseurs critiques de l'écologie les plus en vue du moment, comme ce fut le cas avec Kohei Saito ou [Andreas Malm](#). À côté, il associe des ingénieurs, des économistes, des énergéticiens au travail, pour formuler des hypothèses concrètes et des plans de mise en œuvre.

**Aujourd'hui, le RN semble être largement en tête dans les sondages pour les européennes, et le spectre de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite en France se fait toujours plus pressant. Pourriez-vous nous dire comment est abordée la lutte contre l'extrême droite depuis LFI, au niveau électoral, mais aussi au quotidien dans la société française, et quel rôle joue l'Institut La Boétie dans cette lutte ?**



La progression de l'extrême droite en France, comme, malheureusement, dans bien d'autres pays européens, est la conséquence d'une offensive menée sur plusieurs décennies. Face à elle, la gauche a bien souvent adopté une posture défensive, concédé des reculs idéologiques, ou s'est laissée enfermer dans une forme de paralysie, tétanisée par la force supposée – et souvent fantasmée – de l'adversaire.

Nous défendons, nous, le choix de l'offensive face à l'extrême droite. L'ascension de l'extrême droite est résistible. L'Institut La Boétie participe à cette stratégie offensive sur le plan idéologique. Ni recul ni peur : nous affrontons l'extrême droite sur tous les terrains.

Par exemple, face à la panique morale transphobe qu'elle orchestre avec le relais complice des médias, notre département d'histoire a publié une note conséquente qui revient sur l'histoire de la fluidité de genre et du fait trans, de l'Antiquité à nos jours.

Sur l'immigration, à l'occasion du débat mortifère sur la loi asile immigration, nous avons vu se concrétiser la convergence des blocs libéraux et d'extrême droite. Nos départements d'économie et de sociologie ont publié une note ambitieuse prenant le contre-pied du débat sur le « problème de l'immigration », intitulée très justement « La France grâce à l'immigration ».

Nous n'avons pas peur d'aller sur ces terrains, nous ne nous cachons pas et n'avons pas honte de qui nous sommes et de ce que nous pensons. Nous croyons dans notre capacité à écrire des contre-récits, à contester l'hégémonie de l'extrême droite là où elle se croit très forte.

Il faut bien sûr prendre au sérieux le danger de l'extrême droite, sa progression. C'est un adversaire d'autant plus redoutable que le bloc bourgeois dominant a choisi de miser sur sa victoire, nouant avec lui, un peu partout en Europe, un pacte autoritaire qui lie l'offensive néolibérale et l'offensive raciste.

Avec l'Institut La Boétie, nous en avons fait un objet d'étude et d'analyse en soi. Nous avons créé en son sein un laboratoire transversal dédié à l'extrême droite. Il prend en charge l'analyse de cette vague d'extrême droite, du bloc électoral qu'elle constitue, de sa fonction dans l'ordre politique et de ses méthodes. Nous voulons créer une compréhension partagée de cette question, qui est assurément la question stratégique la plus importante pour la gauche dans les prochaines années.

Nous avons pour cela organisé, à l'automne dernier, un colloque de deux jours, qui a réuni 25 intervenants parmi les meilleurs spécialistes de la question, plus de 400 participant-es en physique et 150 000 en ligne. Ce fut un moment marquant pour beaucoup de militants, et un moment de rencontre important.

Nous publierons en août notre premier livre, qui sera entièrement consacré à ce sujet, intitulé « Extrême droite : la résistible ascension ». Ce sera un livre collectif avec des chercheurs de renom, qui analysera la façon dont le processus d'extrême-droitisation est à l'œuvre à la fois sur le plan électoral, culturel et celui des réseaux d'influence. C'est, je pense, un livre qui fera événement et sera une contribution importante dans la réflexion stratégique pour notre camp.



**On a beaucoup parlé de la dissolution effective de la NUPES et du potentiel impact pour l'ensemble des forces de gauche en France. Comment voyez-vous se dessiner les relations des différents mouvements de gauche en France après les élections européennes, l'union est-elle encore envisageable et sur quelles bases ?**

L'union dont nous, insoumis, avons été à l'initiative après les élections présidentielles, a été rendue possible, car elle s'est faite sur la base d'un programme de rupture. Elle n'était pas une union floue autour du plus petit dénominateur commun. La NUPES s'est dotée d'un programme partagé de 650 mesures, portant sur tous les sujets sur lequel un gouvernement devra plancher. Il a été élaboré sur la base du programme des insoumis, « L'Avenir En Commun », que les électeurs comme les ONG et associations avaient plébiscité.

Cette configuration était rendue possible parce que le score de Jean-Luc Mélenchon dans l'élection présidentielle dépassait de très loin celui des Verts (4 %), du Parti communiste français (2 %) ou du Parti socialiste (moins de 2 %).

Après les élections législatives, nous avons fait plusieurs propositions allant dans le sens d'un approfondissement de la NUPES, comme la création d'un groupe commun à l'Assemblée nationale, la création d'assemblées locales de la NUPES ou la constitution d'une liste commune pour les élections sénatoriales puis européennes. Nous avons d'ailleurs proposé que cette dernière soit conduite par une tête de liste issue du parti vert puisque c'est eux qui disposaient du plus gros nombre de députés européens sortants.

Nous n'avons reçu que des fins de non-recevoir. Les Verts ont souhaité se servir de l'élection européenne pour changer le rapport de forces au sein de la NUPES en leur faveur en vue des prochaines élections législatives. Ils ont préféré un intérêt boutique hypothétique au fait de contester la première place à l'extrême droite, ce que nous aurions été en position de faire.

Quant aux socialistes, au fil des mois, nous avons vu que la ligne qui avait gagné chez eux était celle d'une liquidation de la ligne de rupture que nous avons imposée à toute la gauche. D'abord, leurs principaux porte-parole ont participé à notre diabolisation après le 7 octobre, rejoignant à bien des égards la position du « soutien inconditionnel » à Israël dans son opération militaire à Gaza. Ensuite, ils se sont choisis un candidat tête de liste, Raphaël Glucksmann, qui vient du centre libéral, et qui était opposé à la NUPES. Candidat qui a commencé à remettre en cause des points centraux de notre programme partagé, comme celui du retour à la retraite à 60 ans, de la sortie du marché européen de l'électricité ou du refus du Lyon-Turin. Autant de sorties largement saluées par l'ancien président social-libéral François Hollande et ses soutiens, tous opposants à la NUPES de la première heure.

Après le 9 juin, nous poursuivrons notre stratégie d'union populaire, c'est-à-dire construire l'unité du peuple. Non seulement celle des étiquettes politiques, mais bien des personnes elles-mêmes ainsi que des forces sociales, syndicales, associatives. Nous le ferons dans la clarté programmatique, car l'unité populaire est impossible sur un programme en recul sur les enjeux essentiels de la vie du grand nombre. Déjà, de nombreux écologistes nous ont rejoints pendant cette campagne. Ils s'ajoutent aux innombrables syndicalistes, universitaires, associatifs et artistes qui avaient déjà été au rendez-vous de l'union populaire en 2022. Nous continuerons à être une force d'attraction et un pôle de rassemblement. Mais nous ne ferons pas l'union dans la confusion et les concessions sans fin. Ça n'a jamais été notre méthode.



LFI est membre du groupe politique The Left au sein du Parlement européen et partie prenante de diverses initiatives comme celle de « Maintenant le peuple » alors que L'Institut La Boétie a rejoint le réseau « transform ! europe ». Quels seront les grands thèmes et les lignes principales que La France insoumise cherche à développer dans les différentes alliances avec les partis de gauche et organisations de la société civile en France et au niveau européen ?

Les échanges entre nous sont indispensables. Nous les pratiquons depuis longtemps. Depuis le départ de Jean-Luc Mélenchon du PS en 2008 et la création du Parti de Gauche, puis de La France insoumise en 2016, nous nous sommes beaucoup inspirés de nos frères et sœurs d'Allemagne, d'Espagne, de Belgique ou de Grèce, au fil des périodes que nous avons traversées. Nous savons aussi que cela se passe dans l'autre sens. Nous avons des discussions passionnantes avec les autres fondations qui sont très intéressées par ce que nous avons pu développer sur la planification écologique, ou encore sur la créolisation. Nous sommes friands de la circulation des idées, des thèmes programmatiques, des percées stratégiques dans toute l'Europe. Nous avons des défis communs à relever sur le vieux continent : faire refluer la vague fascisante, créer une majorité populaire pour la bifurcation écologique ou prendre notre indépendance vis-à-vis des États-Unis. Nous avons donc toutes les raisons de discuter et tout intérêt à le faire.

*Clémence Guetté est députée du Val de Marne pour la France Insoumise (LFI) et co-présidente aux côtés de Jean Luc Mélenchon de l'Institut La Boétie.*

*Nessim Achouche est chargé de coordination des questions Énergie et Climat ainsi que du travail sur la France au sein de la Fondation Rosa Luxemburg.*

